(\(\lambda \) 113.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1883-1884.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER.

FEUILLETON AU 10 MARS 1884.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du euilleton. 1.	Numéros du registre des pétitions. 162. 163. 164. 165. 226. 227. 228. 229. 230.	Par pétition datée de Berchem, en janvier 1884, Des habitants de Berchem demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires. Même demande d'habitants d'Austruweel, Anvers, Borgerhout, Deurne, Puers, Louvain, Berthem, Merxem, Hingene, Heverlé; des président et secrétaire du « Davidsfonds » à Hoboken. Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
2.	170.	Par pétition datée de Liége, le 29 janvier 1884, La dame veuve Cassel demande le retour définitif dans ses foyers de son petit-fils Belcour. Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
3 .	171.	Par pétition datée de Sugny, le 28 janvier 1884, Des habitants de Sugny se plaignent des procédés du collège échevinal de cette commune en matière d'inscrip- tion sur les listes électorales.

Numéros du feuilleton. Numéros du registro des pétitions.

4.

479.

Par pétition datée de Caprycke, le 28 janvier 1884,

Le sieur De Roose, pensionné pour infirmité contractée au service actif de la douane, demande une augmentation de pension.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances.

5. 180. Par pétition datée de Seraing, le 2 février 1884.

Le conseil communal de Seraing demande que l'État rachète le péage du pont de Seraing.

Décision: Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget de l'Intérieur et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

6. 184. Par pétition datée de Deurne, en février 1884,

Des propriétaires, à Deurne, demandent l'abolition des servitudes militaires qui frappent leurs terrains sis dans le rayon du fortin n° 2, en cette commune, ou l'autorisation de bâtir sur leurs propriétés, à leurs risques et périls.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

7. 185. Par pétition datée de Bruxelles, le 2 février 1884,

194. Des bouchers et restaurateurs de l'agglomération bruxelloise présentent des considérations relatives au droit d'expertise des viandes introduites du dehors par les bouchers, traiteurs et maîtres de pension.

Même demande de bouchers et charcutiers, à Louvain.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

8. Par pétition datée de Seraing, le 2 février 1884,

Le conseil communal de Seraing demande que les élections provinciales et communales aient lieu le dimanche.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

9. 190. Par pétition datée de Rossart, le 4 février 1884,

Le sieur Nicolas demande une enquête sur les agissements du curé de Rossart.

Décision : Ordre du jour.

10. 191. Par pétition datée d'Anvers, le 4 février 1884, Le sieur Wagener, pasteur de l'Église protestante nécrNuméros Numéros du du registre des feuilleton, pétitions.

landaise-française, à Anvers, réclame l'indemnité de logement à laquelle il dit avoir droit.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

11. 195. Par pétition datée de Genappe, le 2 février 1884, Le sieur Potty, à Genappe, demande des secours pour

trois personnes aveugles.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

12. 198. Par pétition datée de Habay-la-Neuve, le 6 février 1884,

223. Des électeurs capacitaires, à Habay-la-Neuve, de-

254. mandent que les conseils provincianx soient dissous dans cette année.

Même demande d'électeurs capacitaires à Rulles, Marbehan, Houdemont, Étalle.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

13. 199. Par pétition datée de Verviers,

Des membres de l'Union syndicale de Verviers demandent la réduction du privilège du propriétaire en cas de faillite, consacré par l'article 20 de la loi du 16 décembre 1851.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

14. 200. Par pétition datée de Steendorp, le 5 janvier 1884,

Des habitants de Steendorp demandent à être dédommagés du tort que leur causent les servitudes militaires du fort de Rupelmonde.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

15. 206. Par pétition datée de Liége, le 4 février 1884,

Des demandeurs en concession de tramways réclament l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement statue sur leurs demandes.

Décisions: Dépôt sur le bureau de la Chambre, pendant la discussion du projet de loi sur l'établissement d'une société nationale, pour la construction des chemins de fer vicinaux.

16. 142. Par pétition datée de Hoboken,

143. Les président et secrétaire du « Davidsfonds », à

144. Hoboken, prient la Chambre de donner à la langue néer-

145. landaise la place qui lui revient devant les tribunaux, dans l'enseignement public, dans les actes de l'état civil,

Numéros du feuilleton.

Numbros du registredes

> les inscriptions sur les monuments, les monnaies, les timbres-poste, les imprimés, avis, adjudications, affiches, feuilles officielles, les procès-verbaux et les déclarations des témoins. Ils demandent, en outre, qu'on n'envoie plus en pays flamand des fonctionnaires ignorant la langue du peuple.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

17. 174. Par pétition datée de Bruxelles, le 31 janvier 1884,

> 186. Les président et secrétaire de la Société royale « De

> 244. Wyngaard », à Bruxelles, demandent que le Moniteur belge paraisse dans les deux langues.

> > Même demande des présidents et secrétaires des sociétés « De Vereenigde Vlamingen », à Schaerbeek, « De Morgenstar », à Bruxelles, « Zettermanskring », à Gand, « De Distel », à Bruxelles.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

18. 175. Par pétition datée de Bruxelles, le 31 janvier 1884,

> 193. Les président et secrétaire de la Société royale « De Wyngaard », à Bruxelles, demandent que les inscriptions sur les timbres-poste y figurent dans les deux langues.

> > Même demande des présidents et secrétaires des Sociétés « De Vereenigde Vlamingen », à Schaerbeek, « De Morgenstar », à Bruxelles, « Zettermanskring », à Gand.

> > Décision: Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

19. 176. Par pétition datée de Bruxelles, le 31 janvier 1884.

> 192. Les président et secrétaire de la Société royale « De

> 245. Wyngaard », à Bruxelles, prient la Chambre de combler les lacunes de la loi du 17 août 1873 règlant l'emploi de la langue néerlandaise en matière répressive, dans le sens indiqué par la conférence flamande du barreau de Gand.

> > Même demande des présidents et secrétaires des sociétés « De Vereenigde Vlamingen », à Schaerbeek, « De Morgenstar », à Bruxelles, « Zettermanskring », à Gand, « De Distel », à Bruxelles.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

20. 211. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 février 1884, Les président et secrétaire du comité des griefs du Numéros du teuilleton Numéros du registre des pátitions.

« Willemsfonds », à Bruxelles, signalent deux cas de violation, par le Ministre des Finances, de la loi du 22 mai 1878, règiant l'emploi de la langue néerlandaise en matière administrativé.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre des Finances.

21. 213. Par pétition datée de Saint-Georges, le 18 novembre 1885.

> Le sieur Thirion demande à être dédommagé de la perte qu'il a subie par suite du dernier débordement de la Meuse.

Décision: Ordre du jour.

22. 214. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 février 1883,

La dame Raucq. veuve d'un blessé de septembre, demande une augmentation de pension, ou bien un emploi, au service de l'État, pour elle ou pour son fils.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

23. Par pétition datée de Saint-Trond; le 11 février 1884, Le sieur Houbanghs demande un secours sur l'alloca-

tion inscrite au budget en faveur des combattants de 1830.

Décision: Renvoi à Mile Ministre de l'Intérieur.

24. 217. Par pétition datée de Tamines, le 24 janvier 1884.

Des habitants de Tamines demandent que des mesures soient prises pour protéger cette commune contre les débordements de la Sambre.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

25. 218. Par pétition datée de Romérée, le 10 février 1884,

Le sieur Colignon réclame son admission à passer l'examen électoral.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

26. 219. Par pétition datée de Beveren (Waes), le 11 février 1884,

Le sieur De Moor, blessé au service de l'État, demande une pension alimentaire ou un secours.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

[N° 113.]

Numéros
du feuilleton.

27. 220.

28. 172.
221.
273.

pétitions.

220. Par pétition datée d'Anvers, le 4 février 1884,

Des bateliers demandent la démolition, au cours de l'été de 1884, de l'arche en maçonnerie située sur la Lys en amont de Menin.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

72. Par pétition datée de Gand, le 31 janvier 1884,

Des instituteurs officiels de la Flandre orientale
 demandent que les instituteurs primaires soient déclarés fonctionnaires de l'État.

Même demande d'habitants de Wetteren-ten-Eede; des membres du cercle d'instituteurs « Hoop in de Toekomst, à Audenarde; des président et secrétaire du cercle d'instituteurs « Pal voor storm », à Nederzwalm, et d'instituteurs officiels à Evergem.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.

29. Par pétition datée de Molenbrek-Saint-Jean, le 5 janvier 1884,

Des électeurs, à Molenbeck-Saint-Jean, demandent qu'une grande extension soit donnée aux installations maritimes de Bruxelles.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

30. 224. Par pétition datée de Beirendrecht, le 9 février 1884,

Des bateliers et des habitants de Beirendrecht demandent l'agrandissement du quai dans cette localité et la participation de l'État aux frais à résulter de ce travail.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

31. 225. Par pétition datée d'Enghien, le 12 février 1884,

Le sieur De Schuysseleer sollicite une distinction civique en saveur du sieur Duvivier, pour la belle conduite de celui-ci lors d'un incendie à Bassilly.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

52. Par pétition datée de Bruges, le 11 février 1884,

Des membres du « Liberale Vlaamsche Bond », à Bruges, demandent la dissolution des conseils provinciaux et communaux et leur renouvellement, respectivement en mai et octobre 1884.

Numéros Numéros du du registro des feuilleton. pétitions.

33. Par pétition datée de Bruges, le 12 février 1884,

Des membres de la Société « Kunsliesde », à Bruges, demandent que le festival national ait lieu dans cette ville, cette année, à l'époque de la réunion du dix-huitième congrès de langue et de littérature néerlandaises.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

34. Par pétition datée de Hoboken, le 14 février 1884,

Le conseil communal de Hoboken demande que le pont
projeté sur l'Escaut à Anvers soit construit à Hoboken.

Décision: Dépôt sur le bureau de la Chambre, pendant la discussion du budget des dépenses sur ressources extraordinaires.

35. Par pétition datée de Gand, le 8 février 1884,

Des greffiers de justice de paix des arrondissements
de Gand et de Termonde demandent une augmentation de
traitement.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

36. 247. Par pétition datée de Pepinster, en février 1884,

Des signaleurs, à Pépinster, demandent une amélioration de position.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

37. 252. Par pétition datée de Nimy, le 18 février 1884, Le sieur de Back, ingénieur civil, demande l'autorisation de construire et d'exploiter divers canaux par voie de concession de péage.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

38. 253. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 février 1884,

Le sieur Libert demande l'annulation des engagements
dans l'armée pris avant l'âge de seize ans.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

39. 255. Par pétition datée de Malines, en février 1884, Le sieur Chevalier, décoré de la croix commémorative, demande à participer au subside alloué aux combattants de 1830.

Numéros du feuilleton. Numéros du registre des pétitions.

40.

260.

Par pétition datée de Genappe, le 19 février 1884,

Le sieur Potty, à Genappe, demande que les ruines de l'abbaye de Villers soient achetées et conservées par l'État.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

41. 261. Par pétition datée de Seraing,

265. Des habitants de Seraing, Ougrée et Liége proposent

270. diverses modifications à la législation sur les cultes.

279. Même demande d'habitants de Ayneux, Soumagne, Olne, Romsée, Fléron, Beyne, Heusay, Rétinne, Micheroux, Saint-Nicolas, Tilleur, Seraing, Saint-Gilles, Roloux.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

42. 264. Par pétition datée de Mons, le 17 février 1884,

Le président des instituteurs fédérés du Hainaut demande que les questions des concours des écoles primaires et des écoles d'adultes soient les mêmes pour tout le pays et qu'il y ait des épreuves distinctes pour les élèves des deux sexes.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.

43. 268. Par pétition datée de Cruybeke, le 23 février 1884,

Le conseil communal de Cruybeke demande que le pont projeté sur l'Escaut devant Anvers soit construit entre Cruybeke et Hoboken.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

44. Par pétition datée de Florenville, le 24 février 1884,

Le sieur Fabry présente des observations relatives à la chasse à la bécasse.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

45. 274. Par pétition datée de Muno, le 23 février 1884,

Le sieur Belva se plaint de l'insuffisance de la somme dont la commune de Muno entend payer les services qu'il a rendus comme agent recenseur en 1880-1881.

Numéros No du dura feuilleton, pá

Numéros du registredes pétitions.

46, 275.

Par pétition datée de Liége, le 25 février 1884,

Des habitants de Liége demandent l'abolition des droits de canaux.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre des Finances.

47. 276. Par pétition datée de Lierre, le 20 février 1884,

Des habitants de la ville et du canton de Lierre demandent que le train de Turnhout, qui arrive à Contich à 9 heures 29 du matin, soit mis en correspondance directe avec Malines, Bruxelles, Gand, Louvain, etc.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

48. 277. Par pétition datée d'Evregnies, le 23 février 1884,

၀၀၀န္တိုလ၀၀

Le sieur Doutreluingne demande le rétablissement, sur le territoire d'Evregnies, du sentier n° 40, supprimé par le railway d'Avelghem vers la France.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.